

1^{er} Forum d' Automne d'Emmaüs Aquitaine



Sur l'initiative de son président, Pascal Lafargue, Emmaüs Aquitaine a organisé, le 27 novembre dernier, à Talence, ses 1^{eres} rencontres d'automne. Après une matinée consacrée à l'urgence sociale, le thème central fut le logement dans sa déclinaison la plus abrupte, le « mal-logement ».

Avant que l'auditoire, composé de salariés d'Emmaüs, ne débattenne avec des politiques et un représentant de l'Etat, Pascal Lafargue a invité Marie-Noëlle Lienemann à intervenir, non seulement en tant qu'ancienne Ministre du Logement, mais également en tant que Présidente d'une organisation d'HLM.



A travers son intervention nous ne pouvons que constater combien la politique menée par le Gouvernement actuel ne favorise pas, loin s'en faut, la construction de logements sociaux dans ce pays alors que le manque s'en fait, chaque jour, cruellement sentir un peu plus. Des projets tels que la banalisation de la collecte du livret A font craindre une vraie problématique pour le financement du logement social en France. En effet, une large part de l'épargne populaire s'opère par des dépôts sur des petits livrets dont le coût de gestion est élevé. Le strict jeu de la concurrence entre opérateurs financiers va conduire à un intérêt moindre de ces derniers pour une épargne réalisée par des foyers modestes ce qui aura pour effet de réduire les sommes collectées et donc les financements du logement social.

De même, pourquoi attendre d'imposer un véritable moratoire et un gel des loyers ? Son indice dépasse aujourd'hui les 3 %, sachant que 24 % du pouvoir d'achat des français est destiné à ce poste.

Le débat s'est instauré, ensuite, entre Philippe DORTHE, représentant le Conseil Général de la Gironde, Michèle Duchène, représentant la Mairie de Bordeaux et Daniel Goudeneche, représentant la Préfecture de la Gironde.



Un constat s'impose de prime abord : le manque très important de logements sociaux sur Bordeaux. Nous n'atteignons pas les 20 % légaux et sommes à peine à 14 %, même si nous connaissons une très légère diminution depuis deux ans. Quid de structures pérennes d'hébergement pour des personnes en errance sociale ? Comment imposer dans chaque nouveau programme immobilier un quota de 20 %, à minima, de logements sociaux ? Comment répondre à une demande de plus en plus forte chaque jour de la part de famille disposant d'un travail mais n'ayant pas les moyens de louer un logement décent ? Les échanges ont été vifs entre des participants, tous acteurs sociaux, et des politiques manifestement très sensibilisés à cette problématique.

Pour mémoire le Conseil Général de la Gironde a voté le 18 décembre 2006 le Schéma Départemental de l'Habitat Durable (SDHD). A partir d'un diagnostic de la situation de l'habitat représentant les conséquences sociales et territoriales de la crise du logement en Gironde, ce schéma définit les principes, les orientations, les actions et les mesures que le Conseil Général entend mettre en oeuvre dans le cadre de sa nouvelle politique de l'habitat :

- le développement du logement pour tous et des dispositifs d'hébergement.
- l'amélioration de l'accès et du maintien dans le logement pour tous.

La nouvelle politique du Conseil Général en matière de logement social s'est traduite par la mise en place ou l'augmentation de subventions en direction du parc privé (propriétaires bailleurs ou propriétaires occupants à faibles ressources) et du parc public (organismes HLM et communes).

Campagne de sensibilisation réalisée contre le mal-logement

